

Conclusions du groupe intersections de l'Académie d'Agriculture de France sur l'agriculture biologique, présentées en séance publique le 19 mai 2011

par Bernard Le Buanec¹

Monsieur le Président,
Mesdames, Messieurs,

Je ne reprendrai pas ici en détail les conclusions des trois exposés qui vous ont été faits. Je vous présenterai les conclusions générales de notre groupe de travail intersections qui, ainsi que je vous l'ai dit en introduction, a fait l'objet d'un consensus de tous les membres du groupe.

Née dans la première moitié du vingtième siècle de divers mouvements philosophiques et éthiques, l'AB s'est développée, en France et dans de nombreux pays, à partir des années 1970 suite à l'émergence de nouveaux courants d'idées et à des changements sociologiques importants. Le mouvement s'est amplifié au cours de la dernière décennie dans la mouvance de courants, justifiés, de protection de l'environnement et du besoin indiscutable de limiter le recours aux ressources non renouvelables de la planète. La demande sociétale pour le développement de l'AB est forte mais les principales motivations d'achat des consommateurs, valeur nutritionnelle et sanitaire des aliments et protection de l'environnement, ne semblent pas, selon les connaissances actuelles, toujours confirmées par les faits observés, principalement pour l'aspect alimentaire. Les fortes contraintes du cahier des charges, souvent peu scientifiquement et techniquement justifiées, provoquent en général une nette diminution de la productivité qui entraîne une augmentation du prix des produits. Ces simples considérations nous invitent à limiter une trop forte expansion de l'AB qui peut évidemment rester un marché de niche intéressant pour certains producteurs et certains consommateurs et se développer en fonction de ce marché. Dans ces conditions l'objectif de 20% des surfaces françaises en AB en 2020 ne semble pas réaliste. On peut même se demander s'il est souhaitable. Cependant, il faut reconnaître que parmi les systèmes de production orientés vers le développement d'une agriculture durable l'AB est le seul qui soit labellisé, organisé, et valorisé depuis les années 1990. Ce modèle extrême, qui peut être considéré comme pionnier et moteur de démarches en faveur de la durabilité, peut servir de laboratoire pour la recherche agronomique et l'innovation en agriculture. Il faut donc profiter de la demande sociétale et du soutien du gouvernement pour intensifier la recherche sur la diminution d'intrants, le développement de variétés encore mieux adaptées aux stress biotiques et abiotiques, le maintien de la fertilité des sols et le respect de la biodiversité tant au niveau de la parcelle que du territoire. Cette recherche devrait permettre d'améliorer les performances de l'AB et surtout de développer une « agriculture intégrée » de bonne productivité et durable, agriculture intégrée qui a déjà fait ses preuves dans certaines situations et apporte les principaux avantages de l'AB sans ses trop fortes contraintes. Ce type d'agriculture se situe entre deux extrêmes inacceptables à long terme, l'agriculture intensive avec fertilisation mal raisonnée et traitements systématiques et l'AB avec ses refus a priori de technologies efficaces pour la fertilisation, la défense des cultures et l'amélioration des plantes dont les risques potentiels sont de mieux en mieux gérés.

¹ Membre de l'Académie d'Agriculture de France, membre de l'Académie des Technologies.
C.R.Acad. Agric. Fr., 2010, 96, n°3. Séance du 19 mai 2010.